

Initiatives ministérielles

J'ignore si le député se tient au courant de ce qui se passe dans son pays ou si, au caucus, il discute avec ses collègues des réalités de ce monde. À Toronto, le lieu privilégié, paraît-il, de l'expansion et de la croissance industrielles, 35 000 travailleurs de la construction dont le salaire moyen se situe entre 25 \$ et 30 \$ l'heure sont sans emploi. Il ne s'agit pas d'emplois comme ceux fort mal rémunérés du secteur des services que son gouvernement a créés et dont le député tire tant de fierté. Ces travailleurs sont, dans le sud de l'Ontario, l'aboutissement d'un système très poussé de formation et d'enseignement qui a compris que le Canada a besoin de travailleurs spécialisés pour satisfaire les besoins d'une nouvelle économie.

Pouvez-vous imaginer les recettes que le gouvernement du Canada pourrait accumuler au moyen de l'impôt sur le revenu si sa politique économique et sa gabegie financière n'avaient pas réduit au chômage ces travailleurs qui normalement touchent de 25 \$ à 30 \$ l'heure? Le député voudrait savoir ce qui va advenir de ces chômeurs.

Le député a déclaré que le gouvernement allait modifier le régime d'assurance-chômage. Il ajoute qu'il va retirer 2,9 milliards de dollars aux travailleurs qui ont cotisé au régime jusqu'à maintenant. Il a dit que le nombre des faillites au Canada allait augmenter de 30 p. 100, soit le niveau le plus élevé depuis la récession d'il y a huit ans. Il voit là une raison de s'enorgueillir. Je ne comprends pas. Quand j'ai dit tantôt que les ministériels s'étaient fait une fausse idée des choses, je ne pensais pas que le mal avait gagné les députés de l'arrière-ban.

Des entreprises entières disparaissent. Depuis plusieurs semaines, nous en avons eu maints exemples. Les grands fabricants de meubles du sud de l'Ontario et du Québec déménagent leurs usines aux États-Unis. Les usines de textile ferment leur porte les unes après les autres. Hier, un des plus anciens fabricants de tapis du sud de l'Ontario a mis fin à ses activités au Canada et déménagé ses installations aux États-Unis, causant ainsi la perte de maints emplois. Tout cela est la conséquence de la politique des taux d'intérêt élevés, de l'Accord de libre-échange, et d'un dollar surévalué qui décourage les Canadiens de se livrer à des activités lucratives au Canada.

Si le député donne à entendre que le gouvernement se comporte comme s'il voulait que tous les entrepreneurs canadiens mettent fin à leurs activités et déménagent aux États-Unis, quitte à les y encourager au moyen d'incita-

tions financières, il a raison. Mais je ne veux pas être mêlé à cela. Ce n'est pas la façon canadienne de procéder.

Le président suppléant (M. Paproski): Le temps alloué aux questions et commentaires est maintenant écoulé. Reprise du débat. Le député de Winnipeg Transcona.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, alors que nous parlons du déficit, les députés aimeraient peut-être, je pense, qu'on leur rappelle que la vraie origine de celui-ci au cours des années n'a pas été les dépenses du gouvernement ni ses recettes sous la forme d'impôts, mais bien ce que celui-ci n'a pas perçu sous la forme de dépenses fiscales, à savoir, les recettes que les gouvernements auraient pu percevoir au cours des années, mais qu'ils ont perdu à cause de divers abris fiscaux, d'échappatoires, d'allocations de dépréciation, de crédits et d'autres méthodes auxquelles le gouvernement a eu recours pour créer ce qu'on appelle des encouragements fiscaux.

• (1240)

Je me rappelle que, lorsque j'ai été élu à la Chambre il y aura 11 ans la semaine prochaine, le gouvernement conservateur de l'époque, sous la direction de l'actuel très hon. secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a tenu une promesse électorale et a fourni un compte de dépenses fiscales, ce que les gouvernements libéraux précédents n'avaient pas voulu faire. Cela donnait au Parlement un relevé de l'argent perdu sous la forme de dépenses fiscales. Si mes souvenirs sont bons, cette année-là, en 1979, le déficit s'élevait à 14 milliards de dollars et le compte de dépenses fiscales à 32 milliards de dollars. Donc, pour cette seule année, on voit que le gouvernement n'a pas perçu une somme qui était égale à plus de deux fois le montant du déficit.

C'est ce genre de politique qui a permis l'accumulation au cours des années d'un déficit et d'un compte de dépenses fiscales qui était bien supérieur à ce déficit pour l'année en question. Naturellement, le gouvernement progressiste conservateur en question a été battu à l'autisme de 1979 et les libéraux sont ensuite revenus à leur principe de ne pas publier un compte de dépenses fiscales. En 1984, les conservateurs avaient perdu leur idéalisme financier et ils n'ont pas publié de compte de dépenses fiscales depuis leur réélection en 1984.

Je voudrais parler un peu des taux d'intérêt, qui est un des sujets qui m'intéressent. À cause de la politique de taux d'intérêt élevés qu'applique le gouvernement, nous entrons dans une période de cruauté sélective provoquée par ce que j'appellerai une sorte de roulette chronologique. Il y a actuellement de nombreuses familles canadiennes qui arrivent à la fin ou presque d'une hypothèque